

# NOUVELLE APPROCHE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT

COMMERCE ET EMPLOI



**PSE**

Groupé Socialiste au  
Parlement Européen



# Commerce et emploi : le point de vue des syndicats

Esther Busser  
CISL

## Quelques évolutions positives...

Les impacts du commerce et de la libéralisation du commerce sur l'emploi ont longtemps été ignorés par les décideurs des politiques commerciales, notamment parce qu'on s'attendait à ce qu'ils soient positifs. Aujourd'hui, la situation a changé. Il est de plus en plus reconnu que le commerce engendre un déplacement important de l'emploi à court terme et davantage encore à plus long terme. Même lorsque le nombre de postes reste identique ou augmente légèrement, on observe un changement important au niveau des emplois en cas de réaffectation. La reconnaissance de cette situation est particulièrement perceptible dans l'attention croissante accordée à l'utilisation de fonds d'ajustement à l'exemple de l'UE et des Etats-Unis. Dans cette mesure, une telle reconnaissance constitue un pas positif dans la bonne direction, mais elle reste insuffisante.

## Pourtant loin d'être suffisantes

Le commerce et les investissements peuvent également enfermer les Etats dans certains processus de production et, par conséquent, certains types d'emplois qui n'offrent pas forcément la possibilité de sortir de la pauvreté à des groupes importants de la population. Trop peu d'attention est accordée aux formes de politiques commerciales nécessaires à la création d'emplois décents et productifs. Au contraire, les politiques commerciales qui empêchent de créer de tels emplois sont même largement répandues actuellement.

Le commerce et la libéralisation du commerce ont accentué l'écart entre les salaires dans de nombreux pays. Les inégalités salariales se sont accrues aussi bien au sein des Etats qu'entre ceux-ci, et ce pas uniquement en raison du commerce et de la libéralisation du commerce. Il est clair qu'il devient urgent de renforcer le rôle des responsables politiques et des syndicats afin de tirer un plus grand profit des accords commerciaux et de garantir une répartition plus équitable de ce profit. Toutefois, des économies plus ouvertes ont pour effet de réduire le pouvoir de négociation à la fois des syndicats et des gouvernements.

## La nécessité d'un travail décent

Jusqu'à présent, la qualité d'emploi n'a fait l'objet que de peu d'égards. Non seulement la création ou le niveau d'emploi importe, mais également le fait que les postes créés soient de meilleure qualité, que les droits des travailleurs soient respectés et qu'un salaire décent soit octroyé. Cela n'a pas de sens de détruire des emplois de bonne qualité pour les remplacer par des emplois de moins bonne qualité. À titre d'exemple, une forme d'emploi incitée par le commerce concerne les emplois de faible qualité dans les zones de

Le Groupe Socialiste poursuit avec cette nouvelle brochure une série de publications sur une « Nouvelle approche de la politique commerciale et du développement ». Nous avons ouvert cette réflexion aux contributions d'experts extérieurs aux parcours variés, afin qu'ils confrontent leurs approches à celle des députés de notre groupe et nous aident à enrichir nos analyses et nos propositions.

Pour cette troisième brochure, et après avoir traité des relations entre les négociations multilatérales et bilatérales, et du lien entre politique commerciale et souveraineté, nous avons choisi le thème « Commerce et emploi ».

C'est avant tout un contexte de profondes mutations dans les modes d'organisation du commerce mondial qui a conduit le Groupe Socialiste à s'interroger sur les liens entre commerce et emploi. En effet, le processus de mondialisation des échanges conduit à un nombre croissant de déplacements d'entreprises, mais également de travailleurs ; les modes de production et la division internationale du travail se sont profondément modifiés. L'ouverture des échanges booste certains secteurs, certains pays, mais peut aussi détruire des milliers d'emplois dans d'autres, plus fragiles et moins compétitifs. La question de l'impact sur les conditions de travail dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement doit être aussi soulevée.

Le Groupe Socialiste se félicite à cet égard de la publication récente d'une étude commune à l'OMC et à l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur le thème *Commerce et Emploi*<sup>1</sup>. Ce document analyse les liens entre commerce et emploi afin d'indiquer quand une intervention gouvernementale s'avère nécessaire pour que la libéralisation des échanges ait une incidence globale positive sur l'emploi. Dans la même optique, le Groupe Socialiste soutient activement la promotion des normes de l'OIT et du travail décent à l'échelle globale. Face à la multiplication des accords bilatéraux ou régionaux en cours de négociation entre l'UE et des pays en développement (pays ACP, Inde, ANASE, Corée, etc.), le Groupe Socialiste veut imposer que tout nouvel accord contienne des clauses prévoyant l'application effective des droits fondamentaux du travail dans les pays signataires.

Au plan multilatéral, dans le contexte du Cycle de Doha, qui doit se distinguer des précédents par son orientation en faveur du développement, il est également indispensable de mieux traiter les liens entre commerce et emploi, afin que les politiques commerciales participent réellement à un développement économique et social durable dans tous les pays.

Dans cette brochure, les contributions d'Eddy Lee (Directeur du Groupe de Politique Internationale à l'OIT), d'Esther Busser (Confédération Internationale des Syndicats Libres – CISL) et de Sandra Polaski (Chercheur Senior au Carnegie Endowment for International Peace) viennent enrichir nos propres réflexions pour lancer le débat sur les relations complexes entre commerce et emploi. Nous vous invitons à adresser tous vos commentaires à l'adresse suivante : [pse-newtradethinking@europarl.europa.eu](mailto:pse-newtradethinking@europarl.europa.eu)

Notre prochaine brochure traitera du thème « Commerce et changement climatique ».

Harlem Désir

*Vice-président du Groupe socialiste au Parlement européen*

traitement des exportations, qui sont caractérisés par un nombre important d'heures de travail, une cadence de travail intenable, une répression des droits des syndicats et des heures supplémentaires forcées. La majorité des employés de ces zones sont des femmes. La conséquence de cela est que les autres gouvernements sont contraints de réduire leurs normes de travail s'ils veulent pouvoir rivaliser avec les bas salaires que permet d'obtenir la répression sur les droits des syndicats. Ce phénomène, nous l'observons actuellement, et plus particulièrement comme conséquence de la concurrence avec la main-d'œuvre chinoise largement réprimée. Par conséquent, et nous sommes loin d'une issue positive, le commerce engendre une spirale descendante au niveau des salaires et des conditions de travail dans lesquelles les droits des syndicats sont réduits pour des motifs concurrentiels, privant les travailleurs de protection au moment où ils en ont le plus besoin.

Autre exemple pertinent: l'emploi dans l'industrie agroalimentaire. Il s'agit d'un secteur employant également une part importante de femmes et caractérisé par un nombre élevé d'heures de travail et une haute cadence de production. Le travail en plantation emploie de nombreuses femmes ainsi que des enfants, qui travaillent dans de dures conditions pour des salaires peu élevés et qui sont souvent exposés aux pesticides pulvérisés sur les plantations en leur présence. On peut aussi citer les centres d'appels, qui se caractérisent par le travail de nuit et la perturbation de la vie sociale des travailleurs.

Ce type d'emplois liés au commerce ne correspond généralement pas aux emplois productifs décents si hautement nécessaires pour sortir les gens de la pauvreté et leur offrir un niveau de vie convenable. Ils sont caractérisés par l'absence, voire la répression, des syndicats et ont renforcé la tendance générale à la précarisation de l'emploi.

## Une nouvelle approche des accords commerciaux

Pour toutes ces raisons, les accords commerciaux ne devraient pas uniquement être soumis à une évaluation préalable en fonction de leur impact sur le travail décent, à savoir leur impact sur les normes de travail, la protection sociale, la productivité des emplois et le dialogue social, mais également être élaborés à des fins de contribution à l'objectif d'un travail décent. Le commerce devrait permettre d'améliorer le respect des normes de travail et le dialogue social, de créer des emplois productifs et d'accroître le niveau de protection sociale.

Le dialogue social importe non seulement pour aider les travailleurs à s'adapter aux changements liés à l'emploi dûs aux accords commerciaux, mais il devrait également être utilisé comme base pour l'élaboration et la négociation d'accords commerciaux par le biais de consultations entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements, et non uniquement par l'intermédiaire du lobbying commercial comme c'est le cas actuellement.

Dans chaque accord commercial, il faut prévoir des dispositions visant à empêcher tout commerce qui ébranlerait les normes de travail. En outre, tout accord devrait exiger davantage de respect des normes de travail et encourager ce respect au moyen d'incitations positives, de projets intégrés et d'une coopération au développement, plus particulièrement dans les domaines de la législation du travail, de l'inspection et de la mise en vigueur.

Il est nécessaire de se pencher davantage sur la protection sociale afin d'assister les travailleurs qui perdent leur emploi, notamment en leur offrant des avantages ou des plans similaires ainsi que des formations spécialisées et des programmes d'enseignement destinés à augmenter leur productivité et leur niveau de connaissances.

Outre tout cela, la création d'emplois productifs devrait être au cœur du commerce et des accords commerciaux pour garantir que les changements de production découlant de l'accroissement du commerce entraînent une progression du nombre d'emplois productifs. Cette opération nécessiterait l'élaboration coordonnée de politiques dans les domaines de la fiscalité, du marché du travail, des technologies, de la recherche, de l'enseignement et du commerce ainsi que la création de subsides, et ce dans le but de créer des emplois décents dans les secteurs identifiés comme contribuant à la productivité des emplois.

Ceci donne un autre éclairage aux politiques commerciales et à la libéralisation du commerce. Cette dernière n'a pas forcément un effet salutaire sur le développement durable et la création d'emplois; cela n'est le cas que sous certaines conditions. De nombreux pays doivent faire face à de grandes inégalités en matière d'accès à l'information, de capitaux, de capacités technologiques et productives, et doivent pouvoir avoir recours au commerce et à d'autres politiques pour former des industries et services compétitifs et productifs. Les énormes incitations à la libéralisation du commerce faites par les pays déjà hautement compétitifs tels que les pays de l'UE continuent de se solder par des accords commerciaux rigides, qui seraient nuisibles aux économies des pays en développement, avec un effet désastreux pour les perspectives actuelles et futures de création d'emplois décents. L'approche de la Commission est particulièrement évidente dans sa stratégie agressive «L'Europe dans le monde», son incitation à accroître l'accès au marché au moyen d'APE, d'autres accords bilatéraux et au sein des négociations NAMA, ainsi que par ses efforts répétés d'inclure les investissements, la concurrence, les marchés publics et la propriété intellectuelle dans les négociations commerciales.

## A quoi le PSE peut-il contribuer ?

Le PSE devrait donc encourager un changement de mentalité dans l'approche de l'UE et inviter la Commission à modérer ses demandes en ce qui concerne les négociations commerciales des pays en développement. Le PSE devrait garantir une évaluation au sein du Parlement européen de toute proposition de l'UE concernant l'ouverture de marchés dans les pays en développement, tout en prenant en compte l'impact de celle-ci sur le travail décent et les possibilités d'emplois productifs dans ces pays. Le verrouillage actuel des systèmes de production dans les pays en développement par le biais d'accords commerciaux et d'investissements aura un effet néfaste sur les perspectives futures de développement de ces pays.

Les évaluations devraient également tenir compte des implications de toute proposition d'ouverture de marché formulée par l'UE sur le travail décent en Europe et garantir que chaque changement entraîne une nette augmentation des emplois décents, accompagnée d'une protection suffisante en cas de pertes d'emploi.

En outre, une recherche accrue est également nécessaire pour identifier l'ensemble de politiques commerciales et autres pouvant engendrer des résultats optimaux en matière d'emploi et les conditions y afférentes.

Enfin et surtout, le PSE doit maintenir son soutien de longue date à la protection du travail décent et aux normes de travail dans les accords commerciaux, de manière à ce que les syndicats puissent rétablir l'équilibre des pouvoirs affectant les travailleurs dans le processus de mondialisation, et ce afin de renverser les inégalités croissantes y étant liées.

# Commerce et emploi

Sandra Polaski

Chercheur senior, Carnegie Endowment for International Peace

Les pays ne font pas du commerce pour le plaisir de faire du commerce, mais bien pour améliorer leur niveau de vie. Le niveau de vie étant déterminé par l'emploi pour la majorité de la population, l'impact du commerce sur l'emploi en termes quantitatifs et qualitatifs constitue un indicateur clé pour mesurer son succès et l'attrait d'une plus grande libéralisation du commerce.<sup>2</sup>

## L'emploi à l'ère de la mondialisation

Certaines caractéristiques de l'économie mondiale actuelle ont suscité de l'inquiétude en ce qui concerne l'impact du commerce sur l'emploi aussi bien dans les économies avancées que dans les économies moins développées.

Premièrement, la fin de la guerre froide a mené à l'intégration de deux systèmes économiques anciennement séparés, assortie d'un immense accroissement de la main-d'œuvre disponible pour les entreprises, en un seul système mondial de production. Le Fonds Monétaire International a récemment estimé que la main-d'œuvre disponible avait quadruplé au cours des dernières années.<sup>3</sup> En effet, les travailleurs chinois, russes, indiens et autres, dont certains étant très qualifiés, ont désormais rejoint le marché mondial de l'emploi à des taux salariaux bien inférieurs à ceux des employés européens ayant des qualifications similaires.

Deuxièmement, les avancées technologiques, notamment dans le domaine de la transmission électronique de données, ont permis de «séparer» des activités économiques qui requéraient jadis une étroite proximité des travailleurs pour réaliser des étapes distinctes du processus de production. À l'échelon international, les différences de niveau en termes de salaires peuvent désormais être exploitées parmi un ensemble de plus en plus important de compétences. A l'instar des activités requérant peu de qualifications, les postes nécessitant une formation poussée ont désormais recours à l'externalisation internationale.

Les avancées technologiques ont également contribué à augmenter la productivité du travail de par le monde. Un taux donné de croissance économique résulte à présent en un nombre moins important d'emplois que par le passé car moins de travailleurs sont nécessaires pour satisfaire à l'augmentation de la demande. Cet état de fait est apparu à la fois dans les économies des pays développés et des pays en développement, y compris en Chine. Un commerce accru permet de répandre les technologies à haute productivité plus rapidement et plus largement, et ce en partie grâce aux chaînes de production mondiales qui font découvrir les technologies à leurs fournisseurs éloignés, et en partie à l'accroissement de la concurrence lorsque les économies sont ouvertes au commerce, ce qui contraint les entreprises à améliorer leur rentabilité si elles veulent survivre.

<sup>2</sup> Le terme « emploi » dans sa présente acception comprend toutes les formes d'emploi, y compris l'emploi indépendant et l'agriculture à petite échelle. Selon la théorie économique standard, le plein emploi existe; le commerce influencera donc le niveau des salaires mais pas celui de l'emploi. La plupart des économistes reconnaissent toutefois que le chômage et le sous-emploi existent également, en particulier dans les pays en développement, et que le commerce peut affecter les niveaux de l'emploi et des salaires d'une façon globale.

<sup>3</sup> Fonds monétaire international, *World Economic Outlook*, chapitre 5 « The Globalization of Labor », avril 2007. Disponible à l'adresse suivante:  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/01/index.htm>



Une dernière caractéristique est qu'une grande part de la main-d'œuvre de nombre de pays en développement continue d'être active dans l'agriculture à petite échelle et à faible productivité. Lorsque ces pays ont rapidement ouvert leur secteur agricole au commerce avec des pays dont les fermes sont beaucoup plus rentables (ou subsidiées), nombre d'entre eux ont vu un déplacement rapide de leurs agriculteurs ou une augmentation de leur pauvreté rurale en raison de la diminution du prix des produits agricoles. Alors que ces pays tentent d'étendre l'emploi au secteur manufacturier ou autre, ils doivent faire face à la concurrence d'économies plus avancées affichant des niveaux de productivité plus élevés pour des bas salaires équivalents. Certains ont connu une perte nette d'emplois en raison de l'abondance de main-d'œuvre dans l'agriculture et l'industrie manufacturière.

## Politiques commerciales visant à améliorer les résultats liés à l'emploi

Ces observations caractéristiques du XXI<sup>e</sup> siècle n'affectent en rien la possibilité qu'un commerce accru puisse améliorer le niveau de vie par l'augmentation de la rentabilité des économies. Cependant, une évaluation de l'impact du commerce sur l'emploi plus détaillée que celles effectuées dans le passé est nécessaire. Nous avons encore beaucoup à apprendre des liens entre l'emploi et le commerce dans l'état actuel des choses, mais certaines leçons peuvent d'ores et déjà être tirées afin d'améliorer les résultats liés à l'emploi et d'atténuer le tort fait aux travailleurs qui ne tirent pas bénéfice du commerce.

Une première leçon, qui a été assez rapidement tirée, concerne la base de connaissances pour la prise de décisions. Les modèles informatisés d'équilibre général peuvent simuler des changements de la demande de main-d'œuvre et des salaires qui seraient probablement induits par la libéralisation du commerce. Ces modèles sont de plus en plus réalistes. Ils ont toutefois été sous-exploités en ce qui concerne les questions liées au marché du travail. Les gouvernements devraient intensifier leur utilisation afin d'analyser l'impact potentiel sur l'emploi des mesures commerciales proposées. Il importe que les modèles représentent les marchés du travail de manière la plus précise possible. Jusqu'il y a peu, la plupart des concepteurs de modèles envisageaient les marchés du travail comme présentant le plein emploi, ce qui n'est pas réaliste pour de nombreux pays. En 2006, Carnegie Endowment a simulé les résultats du cycle de Doha par le biais d'une approche alternative pour les pays en développement, en incorporant les taux de chômage actuels et le sous-emploi dans les zones rurales.<sup>4</sup> Ces résultats se sont avérés différents à tous points de vue de ceux obtenus dans l'hypothèse du plein emploi. Certains pays, notamment la Chine, tiraient davantage parti du cycle de Doha lorsque le chômage et le sous-emploi étaient intégrés au modèle. Les gains de ces pays se faisaient toutefois au détriment d'autres pays en développement qui perdaient certains des avantages projetés par l'hypothèse du plein emploi. Par la suite, un exercice de modélisation impliquant la Banque mondiale a largement confirmé ces résultats.<sup>5</sup> Les modèles peuvent également servir à estimer le taux de chômage de transition qu'induirait la libéra-

<sup>4</sup> Sandra Polaski, *Winners and Losers: Impact of the Doha Round on Developing Countries*, Carnegie Endowment, mars 2006. Disponible à l'adresse suivante: [www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=18083](http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=18083)

<sup>5</sup> Dominique van der Mensbrugge, *Modeling the Impact of Trade Liberalization: A Structuralist Perspective?*, Global Trade Analysis Project (GTAP), Resource Number 2454, mai 2007. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.gtap.agecon.purdue.edu/resources/download/3332.pdf>

lisation du commerce. Toutes ces informations s'avèrent très utiles pour les décideurs et planificateurs politiques. De telles études devraient être commanditées, de préférence à partir de plusieurs sources utilisant différentes techniques, préalablement aux négociations commerciales pour tous les pays impliqués.

D'autres enseignements tirés concernent la progression et la vitesse de la libéralisation du commerce. L'ordre dans lequel différents secteurs s'ouvrent au commerce peut déterminer si de nouveaux emplois sont créés dans des secteurs en croissance avant que d'autres soient supprimés dans des secteurs d'importation concurrentiels. Cet élément est particulièrement important pour les pays en développement, dont une large proportion de la population en âge de travailler est active dans l'agriculture, comme en Inde. La libéralisation du commerce ouvrant les marchés aux exportations des produits manufacturés ou des services de ces pays pourrait faire passer la main-d'œuvre de l'agriculture à des emplois plus productifs et mieux rémunérés, réduisant ainsi la pauvreté. Néanmoins, si une libéralisation de l'agriculture s'opère au même moment, les petits agriculteurs qui ne peuvent pas concurrencer les prix mondiaux seront déplacés immédiatement, alors que les emplois manufacturiers ne seront créés que progressivement, parallèlement au développement du secteur. Cette situation pourrait engendrer de longues périodes d'accroissement du chômage et de la pauvreté. Les pays les moins développés nécessiteront des privilèges commerciaux spéciaux et une assistance au développement. Même pour les économies diversifiées, la mise en place progressive de la libéralisation du commerce offre aux secteurs non rentables et aux travailleurs le temps de s'adapter.

Une dernière leçon tirée concerne le besoin pour les gouvernements de fournir une assistance aux travailleurs qui perdent leur emploi en raison du commerce. La plupart des pays européens disposent de programmes de chômage et de reconversion professionnelle qui offrent un certain soutien. Toutefois, en raison de l'aggravation de l'intégration économique mondiale, la restructuration de l'emploi semble s'être accélérée et un pourcentage plus élevé de la population active est touché. Il existe une grande marge d'amélioration pour la conception et le financement de ces programmes. Parallèlement, les partenaires commerciaux de l'Europe dans les pays en développement proposent rarement une compensation de chômage ou une reconversion professionnelle aux travailleurs déplacés. Les travailleurs et les ménages à faibles revenus doivent prendre en charge les coûts liés à cet ajustement, mais ils n'ont que peu, voire pas du tout, d'économies pour surmonter une perte de revenus. Il se peut que leur gouvernement doive faire face à de fortes contraintes en termes de ressources, l'empêchant de fournir une aide significative. Jusqu'à présent, les pays riches n'ont que rarement offert une aide transitoire au commerce à leurs partenaires commerciaux à faible revenu. Le problème a été soulevé lors de certaines négociations de l'UE avec les pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique). Il mérite d'être considéré avec sérieux aussi bien dans un contexte bilatéral que multilatéral.

En conclusion, les décideurs politiques devraient évaluer l'impact du commerce sur l'emploi et envisager une politique commerciale visant à optimiser les résultats sur le marché du travail. Ils devraient en outre prendre des mesures supplémentaires pour atténuer les conséquences sur les travailleurs qui ne bénéficient pas du commerce international, tant là où ils résident, que pour les partenaires commerciaux les moins développés.

# L'impact de la libéralisation du commerce sur l'emploi

Eddy Lee

Membre de l'Institut international d'études sociales, OIT

L'accroissement rapide des flux de biens et de services au-delà des frontières nationales est l'aspect le plus visible de l'intégration croissante de l'économie mondiale de ces dernières années. Celle-ci a été engendrée par un élan universel de libéralisation du commerce traduit par une réduction des tarifs, des restrictions en termes de quantité et d'autres barrières non tarifaires aux échanges. En conséquence, les niveaux moyens des tarifs et autres obstacles aux échanges ont chuté de manière significative dans la plupart des pays du monde. Ces mesures de libéralisation du commerce se sont accompagnées d'une libéralisation des politiques en matière d'investissements étrangers directs (IED) ainsi que d'un élargissement des mesures de libéralisation, telles que la suppression des contrôles des investissements intérieurs, la déréglementation des marchés intérieurs des produits et du travail, la privatisation et la libéralisation financière intérieure et extérieure.

Néanmoins, la libéralisation du commerce constitue également l'un des aspects les plus controversés de la mondialisation. Elle a fait l'objet de critiques pour toute une série d'éléments comme la hausse du chômage et des inégalités de salaire dans les pays développés; l'exploitation accrue des travailleurs dans les pays en développement et une «course vers le bas» s'agissant des normes et des conditions de travail; la désindustrialisation et la marginalisation des pays à faible revenu; l'accroissement de la pauvreté et des inégalités; enfin, la dégradation de l'environnement. Ces points de vue se sont propagés malgré le fait que les avantages d'un commerce plus libre, en termes de meilleure répartition des ressources et des gains de productivité et de croissance économique en résultant, représentent un principe de base de l'analyse économique principale.

Dans ce contexte, l'impact de la libéralisation du commerce sur l'emploi est d'une importance particulière. Le niveau et la structure de l'emploi sont des éléments clés du bien-être économique car ils influencent grandement les salaires et la répartition des revenus ainsi que la qualité de l'emploi. Ces dernières variables comptent clairement parmi les points de discordance des débats sur la libéralisation du commerce.

## Le commerce : théorie et réalité

La théorie commerciale standard reconnaît que l'accroissement du commerce mènera généralement à la fois à la création et à la suppression d'emplois. Des emplois seront créés dans les activités d'exportation en expansion alors que d'autres seront supprimés dans les industries actives sur le marché intérieur en raison du prix concurrentiel des importations. Tout porte cependant à croire que les effets réels sur l'emploi seront positifs à l'issue d'une

période d'ajustement relativement courte. Cela s'applique particulièrement aux pays en développement, pour lesquels on s'attend à ce que le commerce contribue à accroître la demande de main-d'œuvre non qualifiée et également à réduire les inégalités en termes de salaires entre les travailleurs qualifiés et les travailleurs non qualifiés.

De ce point de vue, il ne devrait faire aucun doute que la libéralisation du commerce est bénéfique à sa croissance, à l'emploi et aux implications de la distribution. Si l'on pense en termes de politiques, ceci reviendrait à dire que la libéralisation unilatérale du commerce sera toujours préférable à la protection ou à la substitution des importations. De plus, les fervents défenseurs de cette théorie ont étendu sa portée à la proposition que plus la libéralisation du commerce s'opérera tôt et de manière répandue, plus les avantages seront grands.

Cette théorie standard ne se vérifie toutefois que rarement dans la réalité. Ses défenseurs s'appuient sur l'hypothèse qu'il existe une concurrence parfaite et des rendements d'échelle constants, que les ressources sont toujours pleinement utilisées et la balance commerciale toujours équilibrée. Cette théorie est clairement en désaccord avec le monde réel où, et particulièrement dans les pays en développement, les imperfections du marché sont monnaie courante et où de nombreux secteurs de la production industrielle se caractérisent par des économies d'échelle. En pareilles circonstances, la croissance peut se révéler plus importante avec des restrictions commerciales, que sans ces dernières. De la même façon, la supposition selon laquelle les ressources sont pleinement utilisées s'avère rarement vraie dans le monde réel, et ce en raison des niveaux élevés de chômage prévalant dans nombre de pays. En pareil cas, contrairement aux prévisions d'ajustement en douceur et sans coût de la théorie standard, la libéralisation du commerce peut imposer d'importants coûts d'ajustement sous la forme d'une contraction de la production et peut entraîner un taux élevé de chômage ainsi qu'un large déficit commercial.

Une autre raison de divergence entre la théorie et la réalité est que la nature du commerce a profondément changé depuis la formulation de la théorie standard.<sup>6</sup> Celle-ci n'a pas pu suivre entièrement le rythme des évolutions telles que l'expansion rapide du commerce intra-industriel, l'extension de la portée du commerce dans le but d'inclure de nombreuses activités de services, précédemment non commercialisables et pouvant aujourd'hui être délocalisées, ainsi que la croissance de systèmes de production mondiaux.

## Preuve empirique

La preuve empirique laisse à penser que les effets du commerce sur l'emploi ne sont pas les mêmes dans tous les pays et sont fortement influencés par les facteurs propres aux pays et contingents. Ces tendances se dégagent d'études se rapportant aussi bien à un seul pays qu'à plusieurs. Une récente étude impliquant plusieurs pays, réalisée par la Banque mondiale a abouti à la conclusion que les études portant sur les effets du commerce révèlent d'importantes dissimilitudes au niveau de l'impact réel sur l'emploi.<sup>7</sup> Tout en réaffirmant les avantages à long terme de la libéralisation du commerce pour l'emploi et les salaires, elle reconnaît que des problèmes de transition significatifs doivent être surmontés. Elle admet également que même une faible baisse de l'emploi peut cacher d'importantes

<sup>6</sup> Jansen, Marion et Eddy Lee, *Trade and Employment: challenges for Policy Research* (OIT et OMC, 2007).

<sup>7</sup> David Dollar et Paul Collier, *Globalization, growth and poverty : Building an inclusive world* (Banque Mondiale, 2001).

incitations à l'emploi. Une étude de l'OIT sur les effets de la croissance du commerce sur l'emploi et les salaires dans cinq pays industrialisés<sup>8</sup> (Chine, Inde, Malaisie, Mexique et Brésil) a également présenté des résultats contrastés. Dans les trois pays asiatiques, la croissance du commerce avait un impact généralement favorable sur l'emploi et les salaires. Le commerce non seulement stimulait la croissance de la production, mais il permettait également d'accroître l'élasticité de la production industrielle en termes d'emploi.

En revanche, ces effets positifs n'ont pas été observés pour les deux pays latino-américains. En effet, le taux d'emploi industriel dans ces pays n'avait pas augmenté de manière significative ou avait diminué. Les salaires réels des travailleurs non qualifiés avaient tendance à diminuer et l'écart salarial entre les travailleurs qualifiés et les travailleurs non qualifiés avait fortement augmenté. D'autres études de cas portant sur un seul pays ont également confirmé cette différence de résultats. Au Zimbabwe par exemple, la libéralisation radicale mise en place au début des années 90 a eu comme conséquence une contraction de la production et de l'emploi, accompagnée d'une nette hausse des importations ainsi que du déficit commercial.<sup>9</sup> Par contre, une autre étude sur l'Ile Maurice révéla des résultats bien plus positifs suite à la libéralisation des échanges commerciaux.<sup>10</sup>

La preuve empirique présente une plus grande uniformité s'agissant des effets de la libéralisation du commerce sur les inégalités salariales. L'augmentation des primes de compétence s'est produite à la fois dans les pays en développement et dans les pays industrialisés. Pour les derniers, cette observation correspond aux prévisions théoriques, mais pour les premiers, c'est le contraire. Pour les pays en développement, l'explication trouve probablement son origine dans la nouvelle interaction entre le commerce, les IED et les avancées technologiques. Une externalisation accrue, par exemple, contribue à transférer des emplois peu qualifiés des pays industrialisés vers les pays en développement, mais ces postes requièrent en réalité une main-d'œuvre hautement spécialisée dans le contexte des pays en développement. Cette situation a tendance à augmenter les primes de compétence. Un argument connexe est que l'augmentation des courants d'échanges et d'IED mène à un changement technique influencé par les compétences.

Dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, la libéralisation du commerce et l'accroissement des IED confèrent une plus grande élasticité à la demande de main-d'œuvre. Les possibilités accrues pour les producteurs de délocaliser leur production vers des pays à moindres coûts affaiblissent la position de négociation de la main-d'œuvre et déplacent la répartition fonctionnelle des revenus en faveur des capitaux. En outre, l'importance du remaniement de l'emploi découlant de la libéralisation du commerce est probablement plus grande actuellement que ce que l'on pouvait envisager auparavant. Un tel remaniement s'opère entre les différents secteurs mais aussi en leur sein, rendant plus difficile la tâche des décideurs politiques de prévoir quels postes seront menacés et dans quel(s) secteur(s) la croissance liée à l'emploi va se produire.

8 A.K Ghose, *Jobs and Incomes in a Globalizing World* (OIT, 2003).

9 Rattso (J.) et Torvik (R.), *Zimbabwean Trade Liberalization: Ex post evaluation*, Cambridge Journal of Economics 22 325-346.

10 Milner (C.) et Wright (P.), *Modeling labour market adjustment to trade liberalization in an industrializing economy*, Economic Journal 108 : 509-528

Un aspect crucial de l'impact de la libéralisation du commerce dans les pays en développement est la manière dont elle affecte la production, l'emploi et les revenus dans le secteur informel. Cet élément a toute son importance car, dans les pays en développement, ce secteur comptant une grande part des emplois totaux présente un taux de pauvreté généralement élevé. Un raisonnement a priori suggère que l'impact peut être positif ou négatif, mais la preuve empirique limitée étant disponible sur le sujet n'est pas concluante. Il s'agit manifestement d'un domaine important pour les recherches futures sur l'impact du commerce sur l'emploi et la pauvreté dans les pays en développement.

## Implications des politiques

Ce qui précède implique qu'aucun fondement ne permet de supposer que la libéralisation du commerce aura automatiquement un impact positif sur l'emploi. Cette hypothèse ne peut se vérifier que si la libéralisation du commerce est traitée comme faisant partie d'un ensemble cohérent de politiques accordant suffisamment d'intérêt à l'objectif de la création d'emplois. La libéralisation du commerce doit s'accompagner de politiques complémentaires telles que le maintien d'un taux de change réel adéquat et de la stabilité macroéconomique; un environnement institutionnel propice au développement de l'esprit d'entreprise et à la hausse d'investissements productifs; des marchés du travail, des produits, et financiers fonctionnant correctement et réglementés de manière adéquate; enfin, dans le cas des pays en développement, des mesures destinées à permettre aux producteurs et travailleurs à faibles revenus de l'économie informelle de profiter davantage des bénéfices de la libéralisation du commerce. Pour terminer, étant donné les grands ajustements susceptibles d'être nécessaires au marché du travail et le problème généralisé des inégalités salariales croissantes, il est particulièrement important de prendre des mesures efficaces afin de soutenir le phénomène d'ajustement du marché du travail et d'offrir une protection sociale appropriée aux travailleurs dont l'emploi et les revenus sont affectés défavorablement.

[www.socialistgroup.eu](http://www.socialistgroup.eu)  
[www.socialistgroup.mobi](http://www.socialistgroup.mobi)

[pse-newtradethinking@europarl.europa.eu](mailto:pse-newtradethinking@europarl.europa.eu)

